

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
Division de Nancy

Nancy , le 07/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ESKA**

ZI rue des Forges

54250 CHAMPIGNEULLES

Nos réf. : ES/NW/309\_2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement ESKA implanté ZI rue des Forges 54250 CHAMPIGNEULLES . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plainte : investigations d'une pollution de la Meurthe non canalisée au niveau de Frouard.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA
- ZI rue des Forges 54250 CHAMPIGNEULLES
- Code AIOT dans GUN : 0006200213
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ESKA – DERICHEBOURG réalise sur sa plateforme des activités de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et de traitement de véhicules hors d'usage.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Suivi des rejets des eaux pluviales

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                               | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|---|-------------------|
| Valeurs limites de rejet.                              | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 | /   | Sans objet        |
| Prévention des pollutions accidentelles.               | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 32 | /   | Sans objet        |
| Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée. | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33 | /   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur n'a pas constaté de négligence ou de non-respect vis-à-vis de la réglementation applicable à l'activité exercée par la société ESKA – DERICHEBOURG.

Plusieurs tampons ont été relevés dans la rue afin de tenter d'identifier si la pollution pouvait provenir du site ESKA – DERICHEBOURG.

Aujourd'hui aucun élément, tant visuel qu'olfactif, n'a permis de mettre en relation la pollution observée et le site exploité par la société ESKA – DERICHEBOURG.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites de rejet.

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des valeurs de rejet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température &lt; 30 °C ; b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l. Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure. c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/l. DCO : 125 mg/l ; DBO5 : 30 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> |
| <p><b>Constats :</b> La société ESKA – DERICHEBOURG a présenté les dernières mesures des deux rejets d'eaux résiduaires réalisées le 22 janvier 2022.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que ces dernières sont conformes aux valeurs de rejets .</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Prévention des pollutions accidentelles.

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 32   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vannes guillotines  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après. |
| <b>Constats :</b> Deux vannes guillotines sont présentes au sein de l'établissement afin de mettre l'ensemble du site en rétention en cas déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu nature.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant assure un suivi semestrielle des valeurs de rejet visées à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |